



# Frankreich – Info

Herausgeber: Französische Botschaft  
- Presse- und Informationsabteilung -  
Pariser Platz 5 - 10117 Berlin  
E-Mail: [info@botschaft-frankreich.de](mailto:info@botschaft-frankreich.de)  
Internet: [www.botschaft-frankreich.de](http://www.botschaft-frankreich.de)

15.05.2009

---

## **Discours de Bruno LE MAIRE Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes Nuremberg, Hôtel de Ville**

**Vendredi 15 mai 2009**

**(Seul le prononcé fait foi)**

### **France Allemagne : du miroir au seuil**

Je suis heureux de vous retrouver ce soir dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville de Nuremberg. Heureux d'avoir pu répondre à l'invitation de votre député Günter GLOSER, avec qui je travaille depuis des mois en parfaite intelligence et avec une réelle amitié.

Je viens en ministre français, je viens aussi et surtout en ami de l'Allemagne. Et je veux le dire tout de suite : ce n'est pas rien pour moi de prendre la parole à Nuremberg. Je connais la nouvelle Allemagne. Je mesure le travail qu'elle a accompli pour reconstruire son identité. Mais je sais aussi que votre pays a eu la force et le courage de ne rien oublier de son passé. Nous sommes ici dans une ville qui a produit le meilleur de l'Allemagne : Dürer, la culture humaniste, le goût de la musique et de la langue. Nous sommes ici dans une ville dont la mémoire conserve ce que le régime nazi a produit de pire : les grands rassemblements militaires, les lois privant les juifs de leur citoyenneté, la haine et la déportation. Nous sommes dans un lieu où la justice et le droit international ont pour la première fois remplacé les décisions expéditives et la vengeance qui sont en général le lot des vaincus. Une part de notre histoire européenne a grandi ici, entre les murs de Nuremberg.

Le message que je veux vous adresser est simple : je crois dans la force de la relation entre nos deux pays. Je crois dans la responsabilité historique de la France et de l'Allemagne pour construire une Europe politique, dans un monde où la hiérarchie des puissances est en pleine révolution. Qui sortira plus grand de la crise ? Quelles nations ? Quel continent ? La volonté des peuples et des gouvernements apportera seule la réponse. Nous sommes à un de ces moments où tout commence. Ma conviction est que nous devons tout commencer ensemble, France et Allemagne, au service de ce projet européen qui nous a réunis depuis 1950 et à qui manque désormais une vision politique.

\*

\*

**[www.botschaft-frankreich.de](http://www.botschaft-frankreich.de)**

Ce choix ne va pas de soi : il appelle une nouvelle imagination de la relation franco-allemande. Les critiques ou les doutes que nous lisons un peu partout sur le couple franco-allemand emportent rarement la conviction. Mais ils traduisent la nécessité de mettre sur la table les difficultés pour apporter des solutions nouvelles. Ils demandent aussi un effort de lucidité, qui passe par une meilleure connaissance de notre histoire commune. Je ne suis pas historien. Je suis un responsable politique, par conséquent plus libre sinon par rapport à la réalité, du moins par rapport à son interprétation. Je voudrais mentionner trois moments des relations entre la France et l'Allemagne. Ils expliquent à mon sens certains malentendus actuels tout en donnant à penser que notre capacité à construire un projet politique commun est intacte.

Le premier moment est la Révolution française. Vous connaissez l'anecdote : Emmanuel KANT aurait pour la première et la dernière fois de son existence interrompu sa promenade quotidienne en apprenant la prise de la Bastille. Pour un homme dont la souplesse de caractère ne devait pas être la qualité essentielle, cette fantaisie valait reconnaissance de la valeur de la France : un peuple serait désormais capable de troubler le cours immuable de la vie allemande. Des poètes comme KLOPSTOCK ou SCHILLER, des philosophes comme FICHTE ou HEGEL, exprimeront en des termes aussi vifs leur enthousiasme devant la patrie de la liberté. La France du reste leur témoignera sa reconnaissance, en leur accordant très rapidement sa citoyenneté. 1789 aura ouvert la voie à une vraie compréhension du peuple allemand pour la liberté en France, par conséquent à un rapprochement fondateur pour nos deux nations. En quelques années pourtant, avec la prise du pouvoir par Napoléon et le renforcement de la Prusse, la bonne entente se dissout. La liberté nouvelle importée de France en Allemagne nourrit finalement les conquêtes et la volonté de puissance. Voilà la vraie question pour nos deux nations : comment la fascination des origines a tourné au conflit perpétuel, comment la liberté a trouvé sa perpétuation dans la guerre. Nous devons garder en mémoire la concorde de 1789. Mais encore plus la disparition de la concorde de 1789 dans les affrontements de 1870 et de 1914. En chantant les louanges de la France révolutionnaire, KLOPSTOCK, SCHILLER, HEGEL ou KANT participaient d'un mouvement général. En habitant la France de 1840, HEINE nourrissait les critiques des nationalistes allemands qui plus tard en tireront prétexte pour refuser la construction de son mémorial à Düsseldorf.

Le deuxième moment qui me semble essentiel est bien entendu le lendemain de la deuxième Guerre mondiale. Nous savons tous ce que nous devons au chancelier ADENAUER et au général de GAULLE. Nous savons que nos deux peuples ont trouvé la voie de la réconciliation en raison de leur intuition et de leur volonté : une réconciliation si profonde que le mot de fraternité serait plus juste pour la traduire. *Aussöhnung* et non *Versöhnung* : entre la France et l'Allemagne, nous sommes toujours un pas plus loin que la seule paix. A quoi cela tient-il ? A la gravité et à la douleur des expériences du passé ? A la conscience de nos responsabilités européennes ? Certainement. Mais aussi à un courage moral que les responsables politiques saluent rarement, quand ils acceptent de le voir : je pense au travail exceptionnel que le peuple allemand, le grand peuple allemand que saluait le général de GAULLE, a su accomplir pour comprendre son égarement et en trouver les origines. A quinze ans, mon père me faisait lire le livre de Karl JASPERS : *die Schuldfrage*. Depuis je ne cesse de lire avec respect les interrogations sans fin qui ont gardé vivante la mémoire allemande et construit son avenir. Creuser, creuser : le peuple allemand a creusé son histoire et continue de la creuser comme aucun autre peuple en Europe n'a eu le courage de le faire. Je veux rendre hommage ici à la lucidité jamais coutumière, jamais épuisée de la conscience allemande. Elle a tissé secrètement entre nos deux nations des liens que l'oubli aurait défait.

Et puis nous avons manqué un tournant, que je date du début des années 90. En 1945, les grandes nations avaient divisé le monde en deux camps : les vainqueurs et les vaincus. Ce partage politique autant que moral donnait à la relation entre la France et l'Allemagne son

caractère autonome et fondateur. En 1989, la chute du mur de Berlin conduisait à la réunification de l'Allemagne : mais elle effaçait aussi la ligne de démarcation entre les vainqueurs et les vaincus. Désormais ne devait plus exister en Europe qu'un seul camp, celui de la liberté. En avons-nous suffisamment pris conscience, en particulier en France ? Avons-nous compris ce que ce vent de liberté signifiait pour nos amis allemands mais aussi pour l'avenir de l'Europe ? Une chance infinie, en même temps que le risque d'un éloignement progressif qui pourrait nous rendre indifférents. A ce moment précis, il aurait été vain d'ouvrir une nouvelle page de notre histoire commune : l'Allemagne ne pouvait avoir comme préoccupation première que sa réunification. Mais au moins aurions nous pu prendre davantage conscience que la fin du bloc soviétique signifiait la disparition d'une menace qui avait été depuis des années l'un des ciments de la relation entre nos deux pays. Dès lors que le risque de la guerre entre la France et l'Allemagne devenait chaque jour moins probable, et que la menace communiste avait brutalement disparu, quel intérêt supérieur permettrait désormais à nos deux pays de dépasser leurs intérêts nationaux ? Certes nous avons créé ensemble une monnaie commune, qui est un accomplissement majeur et un acte de courage politique sans précédent. Mais la monnaie commune est un instrument et non une fin. Elle ne remplace pas la définition de ce qui entre nous engagera un destin commun. Alors une fois encore : quelle volonté nous guidera demain ? Quel intérêt supérieur ?

\*                     \*

\*

Pour moi il porte un nom : l'Europe. Ce nom ne va pas de soi. Il nous est dicté par la double détonation politique qui a ouvert le XXI<sup>ème</sup> siècle. Première détonation, dont je viens de parler : le 9 novembre 1989 et la fin du totalitarisme sur notre continent. Deuxième détonation, dont nous n'avons sans doute pas cessé d'entendre les échos à travers la planète : le 11 septembre 2001 et le retour de la peur au plus intime des consciences. L'Europe qui avait cru pouvoir sortir de l'histoire voit chaque jour davantage l'histoire se rappeler à elle, avec sa force, avec son injustice, avec son indifférence radicale aux attentes et aux espoirs des hommes. L'Europe n'échappera pas à l'histoire : il lui reste à savoir si elle veut participer à sa construction ou la subir.

Ici se joue l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne. Pour la première fois de notre histoire, nous avons la possibilité d'approfondir entre nos deux peuples une relation qui ne repose ni sur la fascination, ni sur un déséquilibre moral, ni sur la rivalité. Nous avons la possibilité de nous comporter en peuples responsables et égaux. Nous pouvons naturellement choisir la voie de la facilité : entrer dans une compétition économique tempérée, réduire nos échanges politiques à des rencontres protocolaires et pour le reste, suivre chacun notre chemin dans une indifférence méfiante. Nous pouvons laisser la géographie dicter nos choix politiques, qui nous amèneront pour la France à nous tourner toujours plus vers le Sud, pour l'Allemagne à renforcer ses liens avec l'Est et avec la Russie, en accordant une importance secondaire au projet européen. Je voudrais le dire avec toute ma conviction : ce choix n'est pas le bon pour nos deux pays, il n'est pas le bon pour l'Europe. Les citoyens européens ne peuvent pas avoir reconstruit l'unité de leur continent, certains au prix de leur vie, pour rien. Notre unité retrouvée nous impose des devoirs, notamment de coopération et de solidarité. En ouvrant le projet d'Union pour la Méditerranée à l'Allemagne, nous en avons donné acte. Quelle plus belle récompense que de voir la chancelière Angela MERKEL saluer ce projet à Berlin ? Vous me permettrez d'ajouter un élément plus personnel : toute stratégie individuelle provoquerait en France comme en Allemagne une immense déception, au regard de notre amitié commune.

Un autre choix est donc possible : il consiste simplement à assumer pleinement nos responsabilités politiques en participant ensemble à la définition et à la défense d'un destin politique européen. Ce choix est crédible : Nicolas SARKOZY et Angela MERKEL l'ont montré en défendant au dernier G20 de Londres une position commune forte sur la régulation

financière. Que se serait-il passé si la France et l'Allemagne n'avaient pas fait front commun ? Rien ou peu de choses : nous aurions laissé la menace de nouveaux désastres financiers peser sur l'économie internationale. Ce choix est crédible, il est aussi nécessaire. Les enjeux qui dépassent les seuls intérêts nationaux ne cessent de grandir, en Europe comme dans le reste du monde. Qui pourra les affronter, sinon des nations unies et déterminées ? En Europe, la mise en place d'une stratégie ambitieuse et contraignante en faveur de l'innovation et de la recherche, la définition d'une politique industrielle et d'une politique économique commune, le renforcement des politiques en direction des étudiants et des apprentis, la mise en place de liens particuliers avec notre étranger proche appellent des réponses communes. Ailleurs, la lutte contre le réchauffement climatique, le développement des pays les plus pauvres, le dialogue avec les autres cultures justifient également des réponses communes. Qui les formulera sinon l'Allemagne et la France ? Les projets politiques qui ne répondent à aucune nécessité ont vocation à mourir. Oui, le projet politique franco-allemand a changé de nécessité : il ne peut plus être dicté ni par le refus de la guerre, ni par la seule volonté de la réconciliation, encore moins par la crainte du voisin soviétique. Mais non, il n'a pas perdu de son sens : les nécessités du jour sont tout aussi pressantes. A nous d'avoir la lucidité de les reconnaître pour les affronter ensemble.

Comment ?

Nous pouvons en premier lieu compter sur la force des liens entre nos deux pays. A ce sujet, je voudrais tordre le cou à une idée reçue sur la prétendue indifférence de la France envers l'Allemagne. Nous avons pour vos institutions démocratiques, qui reposent sur un équilibre des pouvoirs différents du nôtre et sur un fédéralisme affirmé, un profond intérêt : qui ne voit pas que le débat actuel sur les régions en France, sur leur taille, sur leur administration, s'inspire du succès des Länder allemands ? Nous ne cessons également de prendre comme exemple la force des PME allemandes et leurs performances à l'exportation. Comment faire aussi bien ? Comment gagner en compétitivité sans remettre en cause les fondements de notre pacte social et sans accroître les inégalités ? Il en va de même pour la vitalité de votre dialogue social, qui épargne des conflits inutiles en engageant salariés et employeurs dans un contrat responsable. Et je ne dis rien de votre culture, de vos écrivains, compositeurs contemporains, philosophes, peintres et architectes : je citerai juste un nom, celui d'Anselm KIEFER, né en Allemagne sous les bombes de 1944, résident en France. Sa vie ouvre le champ immense de la création entre nos deux peuples. De tout cela vous avez des raisons d'être fiers. Vous êtes pour nous une source d'admiration et d'inspiration, au point que l'Allemagne est désormais pour la France une nation de référence. Le Président de la République vient de le dire de manière encore plus directe : la France aime l'Allemagne.

Ensemble, nous avons un deuxième atout : des structures de coopération solides, éprouvées par le temps. L'OFAJ, pour le dialogue entre les jeunes de nos deux pays. Les Conseils des ministres franco-allemands. Les rencontres d'Evian pour les industriels. Ces structures ont su évoluer avec le temps : je pense par exemple à la mise en place des rencontres de BLAESHEIM, qui permettent depuis 2003 à nos deux chefs d'Etat de se rencontrer régulièrement dans un cadre informel. A ce sujet, je suis témoin de suffisamment de rencontres entre Angela MERKEL et Nicolas SARKOZY, encore dimanche dernier à Berlin, pour le répéter : nos deux chefs d'Etat se connaissent parfaitement, s'apprécient et ont développé entre eux une réelle complicité. Est-ce que cela suffit ? Précisément non. Prenons garde à ce que les structures institutionnelles ne deviennent pas le paravent d'un éloignement des peuples. Prenons garde aussi à ce que la routine ne nous éloigne pas des grands enjeux de notre temps, en interdisant à la France et à l'Allemagne toute pensée nouvelle, toute remise en cause et tout projet politique ambitieux. Ni la France, ni l'Allemagne n'ont vocation à devenir de grandes nations boutiquières, occupées de leurs seuls intérêts propres. Pour éviter ces écueils, il serait sage de continuer à avancer dans deux directions. La curiosité culturelle, sans laquelle aucun lien ne dure : de ce point de vue, ne laissons pas tomber la bataille de la langue. Un

peuple est une langue. Une mémoire est une langue. Ne nous résignons donc pas à parler systématiquement anglais entre Français et Allemands. Nos deux pays ont tout à perdre à l'uniformité culturelle. Le projet politique ensuite, qui est à refonder. Que voulons-nous faire ensemble ? Quelle ambition portons-nous pour l'Europe ? Que sommes-nous réellement prêt à défendre ensemble ? Au moment où des crises successives ont ébranlé le monde ancien, nous devons dire ce que nous voulons pour le monde nouveau. Je sais que les Allemands se posent souvent la question : qu'est-ce que cela signifie d'être allemand aujourd'hui ? Quelle place peuvent occuper les Allemands dans le monde de demain ? Je voudrais vous dire que pour des raisons différentes, nous nous posons les mêmes questions sur nous-mêmes, sur notre identité. Nous nous demandons quel rôle la France peut jouer dans une histoire du monde où elle a si longtemps occupé les premières places.

Entre la France et l'Allemagne, il est donc temps de passer du rapprochement national au projet commun européen. Nous avons besoin d'une véritable révolution des esprits. Prenons conscience que nous ne progresserons plus dans la réconciliation entre nos deux peuples, tout simplement parce qu'elle est achevée. En revanche notre coopération est sans limite si elle se tourne en priorité vers les autres Etats membres et pourquoi pas vers le reste du monde. La relation franco-allemande a été un miroir : elle doit devenir un seuil. Tout nous y oblige. L'élargissement, qui a diminué notre poids relatif en Europe et ouvert de nouveaux droits à des peuples qui appartiennent pleinement à la famille européenne. L'influence croissante des Etats voisins, avec qui nous devons définir des relations stables et constructives : je pense en particulier à la Russie et à l'Ukraine à l'Est, aux pays du Maghreb et au continent africain au Sud. La mise en place d'une nouvelle administration américaine, qui offre des opportunités de coopération transatlantique sans précédent. Les changements dans l'ordre hiérarchique international enfin, qui nous conduisent à renforcer nos liens avec des grandes puissances émergentes comme la Chine, l'Inde ou le Brésil.

Je vois donc trois étages dans la future maison franco-allemande. Le premier est celui de la coopération bilatérale. Il reposera sur des projets concrets dans des domaines qui touchent directement la vie de nos concitoyens : la politique industrielle, la sécurité énergétique, la recherche médicale, la coopération transfrontalière par exemple. Il sera ouvert à tous. Il comprendra des réflexions conjointes sur les stratégies de sortie de crise et de désendettement, comme cela a été proposé au dernier Conseil des ministres franco-allemand. Il pourrait aussi lancer des projets ambitieux dans des secteurs comme le spatial ou les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Le deuxième étage est celui de la construction européenne. Il pourrait conduire à une définition commune des frontières politiques européennes et à des propositions sur le fonctionnement concret des institutions issues du Traité de Lisbonne. Il renforcerait les efforts accomplis dans des domaines stratégiques comme la défense. Le troisième étage est celui du projet européen dans le monde. Quel rôle international voulons-nous pour l'Europe ? Quelle coopération avec les espaces géographiques voisins ? Quel modèle de développement économique ? Quelle forme de gouvernance ? Nous avons des idées, des intérêts et des valeurs à défendre ensemble dans le monde nouveau qui se dessine : faisons-le.

Tout cela peut sembler ambitieux. Pourtant rien ne doit sembler impossible à deux nations qui ont eu le courage de faire la paix. Tournons nos regards loin dans le temps, loin au-delà de nos frontières. Nous n'en serons que plus forts nous-mêmes.